

François Bonneau : rassembler pour mieux gérer la crise



Une partie de l'assistance pendant le discours du président Bonneau. (en médaillon) L'avenir passe par le rassemblement pour François Bonneau.

Devant des personnalités, de Gauche comme de Droite, des six départements de la Région Centre, rassemblés jeudi soir à Orléans, les vœux du président du Conseil régional, François Bonneau, ont pris une résonance particulière. Dans deux mois, ont lieu des élections dont nul ne peut dire aujourd'hui ce qu'il en sortira. Chacun pouvait se projeter un an en avant et imaginer celui ou celle qui, à la même place, prononcerait les vœux régionaux pour... 2011.

Une volonté de répondre aux besoins

Dans ce contexte, François Bonneau est resté égal à lui-même : fort de ses convictions et soucieux de les faire partager. Sans céder à la critique facile de « *ce qui ne marche pas, des difficultés des gens et des entreprises* », il a choisi de mobiliser les solidarités et tracer des perspectives. Au-delà, sa volonté de fédérer, de convoquer les énergies d'où qu'elles viennent pour le service des habitants de la région sonnait aussi comme un insistant appel à ses partenaires directs.

François Bonneau a bien noté que les français ressentent aujourd'hui, une certaine crainte de l'avenir. A cela il veut opposer une « *une vision pour donner de l'espoir et construire des politiques dynamiques sociales, économiques et environnementales* ». Dès lors, il ne lui restait plus qu'à

décliner les actions engagées dès 2009 pour soutenir l'activité régionale au point d'être parvenu à « *un niveau d'investissement jamais atteint* ». Une politique qui s'est inscrite dans le cadre du plan de relance du gouvernement au bénéfice des entreprises donc de l'emploi, de la formation, du tourisme, de l'agriculture, de la recherche et de l'innovation, des jeunes et de leurs familles, le transport ferroviaire (déblocage d'un premier tronçon sur la ligne Orléans-Chartres), l'environnement (Fond stratégique d'investissement).

Ce sera aussi la feuille de route du Conseil régional pour 2010 puisqu'en dépit de la proximité des élections, les élus ont décidé de voter le budget afin d'être en capacité d'investir sans rupture et... sans augmentation d'impôt.

Réticences sur la réforme des collectivités locales

Précisément cette échéance électorale était omniprésente en filigrane. François Bonneau ne pouvait pas ignorer « *ce moment de débat* » à l'heure où se précisent les contours d'une réforme des collectivités locales dont il ne partage pas les choix.

Ainsi, regrette-t-il que la Région passe à une capacité fiscale de 10 % de son budget. Autant dire qu'elle n'aura plus aucune autonomie. Il réfute l'élection de conseillers territoriaux compétents à la fois au Départe-

ment et à la Région. Il craint un éloignement de ces élus d'un type nouveau par rapport aux citoyens et, surtout une confusion entre les missions d'une collectivité ou de l'autre.

François Bonneau plaide pour une clarification et rappelle que « *la décentralisation des années 80 a modernisé profondément notre pays* ». Les rôles doivent être redéfinis sur des compétences déterminées qui, pour la Région, pourraient être « *le développement économique avec un vrai rôle de chef de file... la recherche et l'innovation... la formation* »... En quelque sorte, il faut développer « *ce qui fait l'identité des Régions et l'identité des départements* », en les dotant des moyens nécessaires à leurs missions.

« *Ce débat est encore devant nous* » a conclu François Bonneau qui en attend la confirmation des acquis de la décentralisation et d'une volonté d'aller plus loin encore dans un esprit d'ouverture. C'était un signe fort, envoyé quelques jours avant la tenue à Orléans d'une convention franco-marocaine entre les Régions Centre et Meknès-Tafilalet destinée à montrer que la première a « *un potentiel extraordinaire au point d'avoir fait la preuve de sa pertinence, de sa force et de sa vitalité* ». Bref « *qu'elle existe réellement* ».